



Recherche, Innovation, Société. Document de travail.

Le réseau des Petits Débrouillards souhaite se mobiliser avec ses adhérents, ses partenaires et son public dans une dynamique de réflexion autour de la question de la société de la connaissance et de ses enjeux afin d'apporter sa contribution aux travaux du groupe « Recherche Innovation Société » **constitué à l'initiative du Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur**, chargé de mener une réflexion nationale sur ce thème.

Nous souhaitons dans cette contribution cerner le point de vue du réseau des Petits Débrouillards sur cette question et le restituer le plus fidèlement possible afin d'alimenter le débat national et faire valoir nos arguments et nos convictions en nous appuyant notamment sur notre expérience de terrain de plus de 23 ans.

Cette expérience nous a amené à rencontrer et travailler avec différents partenaires, différents publics, à mettre en place et tester différentes méthodes pédagogiques et outils autour de différents contenus. Depuis la création du réseau des Petits Débrouillards, plus de 5 millions de personnes ont participé aux différentes activités mises en place par plus de 10 000 animateurs formés par le réseau. Ces activités ont également mobilisé des milliers de chercheurs de différentes disciplines qui ont contribué à l'élaboration des contenus et des méthodes pédagogiques mais aussi à l'encadrement de certaines actions ou projets. De cette expérience riche et diversifiée, nous souhaitons dégager les éléments fondamentaux et incontournables pour la construction d'une **société de la connaissance juste et équitable, ambitieuse et solidaire, respectueuse de la dignité de l'homme et de l'environnement, qui implique tous les citoyens en leur donnant l'envie et les moyens de participer à cette construction.**

Dans la littérature, comme dans la plupart des définitions officielles de la société de la connaissance, l'accent est souvent mis sur les aspects économiques. Pour qu'une nation soit compétitive, crée des emplois et prospère économiquement, il faut qu'elle se dote d'un système et de pratiques de recherche scientifique performants qui s'appuient sur une « main-d'œuvre » hautement qualifiée, capable d'innovations technologiques à haute valeur ajoutée. La société de la connaissance doit donc servir à la production de main-d'œuvre hautement qualifiée pour assurer les besoins de l'économie.

Sans renier cet objectif qui nous semble important mais non suffisant, d'autres enjeux doivent être explicités de manière forte et traités au moins sur le même plan pour éviter de sombrer dans une société où d'un côté nous avons les experts qui savent tout et décident de tout et de l'autre des citoyens réduits au rôle de spectateurs. Ce qui conduit inéluctablement au développement de nouvelles formes d'exclusion et d'inégalité face aux savoirs et à la connaissance.

- comprendre le monde, y vivre et s'y émanciper aujourd'hui, nécessite l'appropriation par les citoyens d'une culture scientifique certaine. Cette culture doit permettre à tout un chacun de saisir les questions et les enjeux de la recherche et de l'innovation et de construire sa participation aux choix des questions qui doivent être traitées et de leurs enjeux.

- une société de la connaissance doit garantir l'implication et la participation de tous les citoyens à la définition des enjeux et des politiques de la recherche.

- une société de la connaissance doit garantir la diffusion, le partage des savoirs et l'accès de tous les citoyens aux différentes formes de la connaissance que produit la science.

- une société de la connaissance doit garantir la dignité des citoyens et respecter l'environnement.

- enfin la connaissance est une ressource qui s'use lorsqu'on ne la partage pas. Plus elle est partagée par le plus grand nombre, plus elle prospère.

LES GRANDS ENJEUX

1 – Accès et participation citoyenne à la construction d'une société de la connaissance, un préalable incontournable.

L'espace européen de la recherche, comme l'ont relevé tous les observateurs et les acteurs, ne peut se réaliser sans la construction et le renforcement d'une société de la connaissance, dans laquelle tous les citoyens ont accès aux savoirs et participent aux débats concernant les politiques et les orientations de la recherche.

Or ces deux aspects, nécessaires à la construction d'une société de la connaissance, ne se décrètent pas ; ils se construisent avec les acteurs de la recherche, les institutions de la recherche, les acteurs et les institutions de la culture scientifique et technique, les citoyens et la société civile, ainsi que tous les acteurs et les institutions qui interviennent dans l'éducation et la formation des citoyens.

2 – Une appropriation sociale des sciences et techniques nécessaire.

Les sciences, les technologies et leurs productions (matérielles, intellectuelles, services, méthodes, démarches, ...) impactent la vie des citoyens, transforment la société et modifient l'environnement et ce, à tous les niveaux et de plus en plus vite. Il est donc légitime que les citoyens, comme les acteurs de la recherche et les politiques, participent aux débats et aux choix de société qui touchent à leur vie et à leur devenir, seul moyen de s'approprier les enjeux et de participer à relever les défis y compris économiques.

3 – Quelle société de la connaissance ?

Se pose alors la question ou plutôt les questions : Quelle société de la connaissance veulent les citoyens, les chercheurs, les décideurs politiques, les acteurs de la société civile, les acteurs économiques ? ...Mais aussi quelle société voulons-nous ? Dans quel monde voulons-nous vivre ?

Quoi de plus sain qu'un citoyen puisse dire ce qu'il pense et être écouté par les décideurs ?

LES RELATIONS ENTRE LE MILIEU DE LA RECHERCHE ET LA SOCIÉTÉ AUJOURD'HUI – CONTEXTE

1 – Les sciences et techniques fabriquent de l'exclusion

Aujourd'hui, l'une des principales raisons de la désaffection pour les sciences et les technologies, leurs filières et leurs métiers (malgré l'intérêt croissant et l'émerveillement que suscitent les productions scientifiques et technologiques) réside dans le sentiment -à tort ou à raison- que les savoirs et les connaissances demeurent inaccessibles à une grande majorité des citoyens et que la participation des citoyens aux débats sur les questions scientifiques et technologiques n'est pas satisfaisante, et que cet espace est réservé aux experts.

2 – Des passerelles sont encore à créer entre le milieu de la recherche et la société

Evidemment, la qualité de la recherche, l'innovation et la compétitivité économique de l'espace européen de la recherche ne se joue pas que sur l'accessibilité et la participation des citoyens.

La formation des chercheurs, le choix des orientations et des sujets, l'organisation et les moyens alloués aux chercheurs et aux organismes de recherche, les conditions de travail ainsi que la liberté et les contraintes qu'on accorde aux équipes et aux laboratoires de recherche, l'implication de la société civile dans la production et la diffusion des savoirs, les investissements publics et privés ; chacun de ces aspects et bien d'autres doivent être pris en compte et traités de manière adéquate pour jouer son rôle en interaction avec les autres.

Mais peut-on parler de société de la connaissance sans les citoyens ? Sans une représentativité scientifiquement valable dans l'échantillon d'acteurs chargés de construire cette société ou du moins chargés de construire un cadre de réflexion (tenant compte des aspirations et des interrogations des citoyens, des enjeux économiques respectueux de la qualité de vie, des valeurs, de la solidarité, de l'environnement, ...) et proposer des projets et des stratégies adéquates pour y parvenir ?

LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ACCESSIBLE POUR TOUS POUR UNE SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE PARTAGÉE

Deux dimensions nous apparaissent fondamentales pour atteindre ces objectifs.

1 - Des citoyens curieux et informés

Des citoyens curieux et informés de la science, des technologies et de leurs productions, de leurs applications, des pratiques (démarches et méthodes), des sujets et des questions qu'elles se posent et qu'elles traitent, des choix effectués pour orienter leurs travaux, de l'impact de ces choix, des doutes et des incertitudes sur les résultats escomptés, des controverses que font naître certains choix de la recherche, ou l'usage de certaines productions scientifiques.

Il ne s'agit pas ici de promouvoir l'acquisition d'un savoir encyclopédique impossible à atteindre vu la quantité et la complexité des savoirs scientifiques mais plutôt une démarche d'investigation et une culture scientifique suffisante favorisant l'intérêt pour les questions scientifiques et permettant de trouver des réponses à ses interrogations et se forger des opinions critiques et réfléchies.

C'est à ce prix que l'on peut espérer une meilleure appropriation par les citoyens des enjeux de la science et donc une meilleure participation.

C'est aussi là que se joue une partie de la lutte contre la désaffection pour les sciences et les formations à caractère scientifique. Il existe une corrélation naturelle entre le niveau de culture scientifique des citoyens et la qualité des chercheurs professionnels d'une société.

Pour mieux comprendre, agir et choisir.

Ce point constitue à lui seul tout un programme, et nécessite une attention particulière. Si la science et ses productions sont omniprésentes dans notre quotidien et conditionnent en partie notre manière de vivre, la culture et l'éducation nécessaires pour se les approprier convenablement et en tirer le meilleur profit manquent à une grande partie des citoyens. Ce qui conduit à de nouvelles formes d'exclusion et de marginalisation insupportables et indignes d'une démocratie et aux conséquences néfastes ; à moins d'accepter, comme paramètre structurel, le développement d'îlots, voire de territoires d'ignorance dans notre société !

Quelle culture scientifique et technique, pour qui, comment ?

Si la place de la culture scientifique et technique en France s'est améliorée, on est encore loin du compte. Tout en saluant ces efforts, il faut procéder à une refonte complète et une réorganisation de la politique et de la stratégie de la diffusion de la culture scientifique et technique comme le suggèrent les rapports Hamelin et Laffite.

Quelques questions préalables auxquelles nous devrions répondre pour amorcer la construction d'un cadre de réflexion approprié et des actions en phase avec les enjeux de demain :

Quelle culture scientifique et technique pour les citoyens ? Comment l'organiser sur les territoires ? Comment créer et mobiliser les ressources ? Comment mobiliser les publics ? Comment mobiliser les partenaires et les acteurs ? Quelles formes de médiation ? Quelles stratégies et quels moyens sur le plan local, national, européen ?

Mais ces questions doivent aussi être posées à tous les acteurs et aux citoyens et les réponses doivent servir de base à l'élaboration d'une politique, d'une stratégie, d'une offre, de moyens et d'une organisation pour une mise en œuvre efficace.

Evaluer l'existant et l'évolution du champ de la culture scientifique et technique

Bien entendu, nous ne partons pas de rien ; beaucoup d'initiatives, de projets, de stratégies ont été mis en œuvre, beaucoup d'acteurs font un travail remarquable sur le terrain, s'investissent et innovent en la matière, aussi bien sur le plan national que local.

Nous devons donc recenser et évaluer les différentes expériences, pratiques et ressources, en mesurer la portée et les limites et construire de nouvelles propositions enrichies de ces expériences et tenant compte de toutes les dimensions, les échelles et les acteurs intervenant dans la dynamique de diffusion de la culture scientifique et technique et de son appropriation par les citoyens.

2 - Des citoyens impliqués dans les débats sur les questions scientifiques et les orientations des politiques de recherches

La question de la participation citoyenne aux débats sur les questions scientifiques et les orientations des politiques de recherche recouvre plusieurs dimensions et tabous et mérite donc d'être clarifiée et précisée.

Selon la position que l'on occupe, les points de vue aussi bien que les objectifs sont très contrastés.

Peut-on dans une démocratie qui se respecte faire l'impasse sur l'avis des citoyens sur des questions qui les concernent directement et qui ont un impact sur leur quotidien et leur devenir ?

Peut-on parler d'une société de la connaissance, lorsque la production des savoirs, leur diffusion et leur appropriation échappent complètement à une majorité des citoyens ? Peut-on construire une société de la connaissance sans une implication citoyenne forte, organisée et structurée ?

Dans un contexte de compétitivité de plus en plus difficile, d'une complexité de plus en plus croissante, peut-on se permettre de solliciter l'avis des citoyens, prendre le temps de l'écoute et du débat, de l'explication au risque de ralentir la recherche et donc l'efficacité du système ?

Les citoyens sont-ils en mesure de participer aux débats de manière constructive, de s'enrichir et en même temps d'apporter une plus-value à notre système de recherche ?

Quel type de participation souhaitons-nous ? Y a-t-il un ou des préalables ou pré-requis à la participation ? Comment et quand doit-on solliciter la participation des citoyens et/ou la prendre en compte quand elle émerge spontanément, via la société civile ?

Les politiques, les chercheurs, les institutions de recherche, ont-ils des comptes à rendre aux citoyens sur les choix de leurs orientations et l'usage des productions scientifiques et technologiques ?

Bien entendu, il s'agit de réfléchir à une forme et à des pratiques de participation respectant les aspirations des citoyens, de la société civile, du monde de la recherche publique et privée et des décideurs politiques (locaux et nationaux).

Evaluer l'existant et l'évolution de la participation citoyenne

Là aussi, on ne part pas de rien, de nombreuses initiatives, expériences et pratiques ont été menées par différents acteurs. Il s'agit là aussi de recenser et d'évaluer l'existant, en mesurer la portée et les limites et faire émerger un cadre de réflexion global tenant compte de tous les paramètres déterminant en vue de construire une stratégie qui tienne compte de l'aspiration des citoyens, de la société civile, du monde de la recherche et de ses acteurs et des réalités économiques.

UN SYSTÈME DE RECHERCHE FORT, DIVERSIFIÉ, DOTÉ DE MOYENS IMPORTANTS, D'ACTEURS BIEN FORMÉS ET D'UNE ORGANISATION EFFICACE.

Aujourd'hui, la production de la connaissance, des savoirs et leur exploitation et diffusion sont de plus en plus distribuées dans la société. Les organismes et institutions de recherche publics, les entreprises privées, les fondations, les associations et ONG, ... différents acteurs s'y consacrent et de nouvelles organisations émergent dans le paysage de la recherche, de la production et de la diffusion des savoirs.

1 – La diversité, facteur d'innovation

Cette diversité peut être vue comme une richesse, car elle favorise la diversification des points de vue, des approches, des méthodes mais aussi des objectifs.

C'est une garantie contre la pensée unique et une formidable source de controverse et de débat constructif. C'est aussi une formidable source d'innovation.

Il nous semble important de favoriser cette diversité et soutenir les initiatives qui vont dans ce sens et les sujets de recherche qui en émergent. C'est une autre manière d'encourager et de valoriser la participation des citoyens et de la société civile.

2 – Des moyens appropriés et pérennes

Enfin il reste nécessaire et fondamental de donner à notre système de recherche des moyens suffisants pour fonctionner (formation des chercheurs, condition et environnement de travail, investissement, choix des sujets, ...), d'une organisation et d'une stratégie performantes, claires et efficaces qui soient mieux partagées avec les citoyens et qui favorisent leur implication et leur participation.

Enfin, il apparaît fondamental de travailler sur les circuits de diffusion de la connaissance et des savoirs afin de construire un cadre de réflexion propice à l'émergence de nouvelles idées et propositions à la hauteur des défis que doit relever notre système de recherche diversifié.